Dans le monde une classe en lutte

Mars 2011 **PUBLICATION DIFUSEE GRATUITEMENT**

ECHANGES ET MOUVEMENT, BP 241,75866 PARIS CEDEX 18, France
Site Internet: http://www.mondialisme.org
BLOG:SPARTACUS 1919

Arrivé à l'apogée de sa puissance, le capitalisme est aussi arrivé au plus haut point de sa vulnérabilité; il ne débouche nulle part ailleurs que sur la mort. Si faibles que soient les chances de révolte, c'est moins que jamais le moment de renoncer au combat (P. Mattick)

LE MONDE BOUGE, MAIS VERS QUOI ?

Révolution : ensemble des événements historiques qui ont lieu dans une communauté importante (nationale en général) lorsqu'une partie du groupe en insurrection réussit à prendre le pouvoir et que des changements profonds (politiques, économiques, sociaux) se produisent dans la société (dictionnaire Le Robert sous le mot « révolution »

Même si l'on s'en tient strictement à cette définition, ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte et peut tendre à s'étendre – présentement uniquement dans les différentes nations à dominante religieuse musulmane – sunnite de surcroît),

Même si l'on se réfère à ce que furent les événements historiques ayant conduit à une prise du pouvoir par tout ou partie des acteurs de l'insurrection,

Même sans se référer aux différentes versions de ce que pourrait être une véritable révolution - sociale- qui mettrait un terme au système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme et d'accaparement du produit de cette exploitation.,

Force est de constater que dans les développements présents dont nous donnons par ailleurs un résumé succinct, dans aucun des pays touchés par ces insurrections – Tunisie et Egypte et autres plus récents – il n'y eut de prise du pouvoir par des masse hétéroclites (c'est-à-dire toutes classes confondues). Il y eut, et il y a encore, des attaques ponctuelles contre les bâtiments locaux, parfois nationaux sièges des organismes particuliers du pouvoir (commissariats, mairies, siège du parti au pouvoir mais pas une attaque générale contre les organismes centraux de l'Etat. : partout l'essentiel des forces d'encadrement et de répression du système (armée, police, administrations, hiérarchies sociales) restaient pratiquement en place assurant la pérennité du système capitalisme dans son cadre national et ses liens avec le système mondial de domination du capital. Peut-on voir dans ces quelques avancées l'éveil d'une conscience de classe qui conduirait à des bouleversements plus radicaux et à l'avènement d'une société communiste mondiale ? La réponse ne peut venir que des exploités, les innombrables prolétaires diversement dominés par la chape de plomb du capital.

Il ne fait aucun doute que, sans être réellement les initiateurs directs de ces insurrections, ces prolétaires ont contribué à leur développement et que, notamment pour l'Egypte, l'entrée en grève des prolétaires du travail avec leurs propres revendications a accéléré le processus de réformes à la tête de l'Etat.

Mais une fois atteint ce changement de têtes, ce qui, même au sein de l'appareil de domination interne ou externe apparaissait comme indispensable pour éviter de véritables poussées révolutionnaires, les travailleurs sont priés de retourner au turbin car on n'a plus besoin d'eux pour cette tâche mais par contre bien besoin d'eux pour faire tourner l'économie capitaliste et continuer à en tirer des profits et alimenter l'appareil d'Etat qui les opprime dans tous les aspects de leur vie.

La révolution sociale n'est pas au programme : d'ailleurs les travailleurs qui se sont lancé dans la lutte des derniers jours n'en demandaient pas tant, seulement des hausses de salaires, le changement des conditions de travail et la possibilité de s'organiser pour se défendre dans le quotidien. Les mêmes exigences pour lesquelles ils continueront à se mobiliser contre leurs employeurs et indirectement contre le système et le gouvernement en est l'émanation.. Une autre forme d'insurrection – ouvrière et sociale- peut alors surgir qui pourrait se généraliser si les travailleurs se rendent compte que les faibles espoirs qu'ils auraient pu avoir ont été vains et que le changement auquel ils ont pu contribué n'a pratiquement rien changé, ne fut-ce que dans leur misère quotidienne.
Si les événements avaient seulement évolué vers une contestation sociale, ou si devant cette frustration ils reprenaient cette voie, non seulement la sorte d'union nationale présente des partis et de l'armée aurait agi et agirait pour la réprimer, fut-ce dans le sang, avec le soutien de la « communauté internationale » à commencer par les Etats-Unis. Présentement, ce qui reste accroché fermement au pouvoir « conseille » aux travailleurs de reprendre le travail en échange de projets de réformes politiques mal définies. Si , partie de la Tunisie, contestation et émeutes s'étendent dans leurs cadres nationaux à l'encontre de systèmes politiques similaires comme c'est le cas aujourd'hui, cela n'a pas entraîné une sorte d'internationalisation de lutte, même dans les pays concernés. Et, encore moins, tout au moins à notre connaissance, on n'a vu surgir des formes spécifiques de lutte ou de prise en mains de formes de gestion sociale qui auraient pu servir d'éléments d'une telle internationalisation.

UNE CHRONOLOGIE DES RÉVOLTES DANS LES DICTATURES A DOMINANTE MUSULMANE

Cette liste est forcément incomplète car chaque jour apporte son lot de luttes et de répressions. Comme nous le soulignons dans l'article de tête, on ne doit pas se méprendre sur ces révoltes populaires qui peuvent associer dans une action commune différentes classes ayant temporairement un intérêt commun, la chute du régime politique, et des divergences profondes qui apparaissent sitôt ce but commun atteint. On ne doit pas pour autant négliger l'influence dans ces conflits des intérêts capitalistes internationaux qui ne peuvent, par tous les moyens, que s'opposer à toutes velléités d'une orientation des révoltes, non seulement vers une révolution sociale mais avant tout vers une modification importante des conditions présentes d'exploitation du travail dans le cadre national. C'est ce qui explique que, jusqu'à présent, derrière quelques changements de forme et quelques concessions, l'ensemble des forces qui s'alignaient derrière ces dictatures tente de maintenir fermement son pouvoir. On pourra se référer aux bulletins précédents pour voir que grèves et révoltes étaient fréquentes dans ces pays au cours des années précédentes, et qu'elles ont contribué à ce à quoi on assiste aujourd'hui.
Mais, et c'est beaucoup plus important pour tous les combats que mènent les prolétaires pour leur émancipation, c'est que s'il existe un mouvement assez fort regroupant dans un même élan la masse des exploités, les barrières répressives que le capital met pour maintenir sa domination ne pèsent guère et sont emportées. Pourtant si ce mouvement reste dans son cadre national ou même s'il ne s'étend pas à l'échelle mondiale, il sera inévitablement contenu et finalement canalisé ou réprimé.

TUNISIE

17/12/2010 – Un jeune chômeur pris dans le cycle infernal de la misère et de la répression s'immole par le feu à Sidi Bouzid, dans une région agricole pauvre et centrale du pays. C'est le début d'une vague de contestations, manifestations et émeutes qui se répandent dans la région pour culminer les 8 et 9 janvier dans tout le centre et le sud du pays. À Kasserine, ville voisine (déjà théâtre d'une sanglante répression en mai 2008), c'est l'insurrection : bâtiments publics attaqués, y compris la prison, un patron échappe de peu au lynchage. La police et les milices tirent dans la foule ; l'armée s'interpose. Au moins 60 morts et de nombreux blessés. Informée par Internet et les téléphones portables, toute la Tunisie s'enflamme. Devant les manifestations et les occupations dans tout le pays et l'apparition de grèves sur des revendications d'abord ouvrières, le dictateur Ben Ali est contraint de fuir le 13 janvier 2011, poussé, après des manœuvres politiques de dernière heure, par la pression conjointe des États-Unis et de l'armée. Tous, fidèles de Ben Ali, armée, UGTT — le syndicat unique auxiliaire du pouvoir — s'entendent autour d'un gouvernement provisoire « d'union nationale ». L'UGTT fait une volte-face « démocratique » tout en appelant les travailleurs à reprendre le travail. Conflits et règlements de compte se poursuivent notamment avec la puissante milice créée par Bel Ali. L'agitation sociale ne faiblit pas en février avec des grèves dans des secteurs divers (aviation, hôtellerie, télécoms, mines, etc.), dans toute une région (Redeyef). Le 7 février, dans le bassin minier du centre-ouest, le nouveau gouverneur est contraint de fuir, protégé par l'armée. À Kef, l'immeuble des forces de sécurité est incendié et des jeunes tentent d'attaquer la prison pour libérer les détenus : l'armée les repousse. Le démantèlement relatif du contrôle social entraîne problèmes et conflits nouveaux : une émigration sauvage vers l'Italie déclenche un conflit diplomatique, la multiplication des vendeurs de rue provoque une grève des commerçants, etc. Ceux qui ont lutté ne se satisfont pas seulement de la fuite de Ben Ali. Et du maintien au pouvoir de tous ceux qui ont en fait assuré sa domination. Le 20 février plus de 40 000 manifestent à Tunis et occupent de nouveau la place centrale, ils sont plus de 100 000 le 25 février et la police tente en vain de les disperser. L'UGTT et les islamistes qui aveint entamé une collaboration avec les héritiers de Ben Ali prennent le train en marche et après deux jours d'émeutes nouvelles dans l'ensemble du pays (5 morts et de nombreux blessés) les premier ministre démissionne le 27 , suivi peu après par deux autres ministres trop marqués par leur soutien a dictateur déchu.

ALGÉRIE

(*voir précédents bulletins sur les grèves, sur une révolte quasi constante des jeunes des banlieues et un peu partout des Algériens contre toutes les entraves à la vie quotidienne ; en 2010 on a compté 9 700 émeutes et de nombresues grèves dans tous les secterus*)
12/02/2011 – 2 000 manifestants à Alger en dépit du dé-

ploiement de 30 000 policiers nantis d'un arsenal répressif impressionnant : 6 morts, 900 blessés, 1 000 arrestations. Une nouvelle marche le 19 février ne peut se concrétiser en raison du déploiement de 40 000 policiers ; mais on constate que les travailleurs ou les jeunes de banlieue ne se joignent pas en masse au mouvement. Le 24 février. Le gouvernement met fin à l'état d'urgence en vigueur depuis 19 ans mais en même temps maintient l'interdiction de manifester. Parallèlement quelques mesures de soutien économique sont censées apaiser la révolte sociale.

ÉGYPTE

25/01/2011 – Imitation de la Tunisie : 5 tentatives d'immolation par le feu dont une mortelle. En même temps, une vague de manifestations contre le régime Moubarak : plus de 1 000 arrestations, 7 tués dont 2 flics, des dizaines de blessés. Tout continue les jours suivants malgré la répression mais l'attention se focalise plus sur Le Caire, le delta du Nil et la zone du canal de Suez. Au Caire, le siège du parti au pouvoir est incendié de même que des casernes de police : celle-ci disperse des dizaines de milliers de manifestants qui tentent de s'attaquer à d'autres bâtiments publics. En quatre jours, 90 manifestants sont tués et des milliers sont blessés. Malgré un couvre-feu élargi, les manifestations continuent. Un replâtrage ministériel hâtif ne calme pas les manifestants qui veulent le départ de Moubarak. Le 1er février, ils sont plus d'un million dans toute l'Égypte ; au Caire, ceux-ci se concentrent sur une place centrale, la place Tahrir qu'ils occupent en permanence. Le 2 février, milice et partisans de Moubarak attaquent ces occupants et les affrontements se prolongent le lendemain, faisant 8 morts et plus de 800 blessés. Les jours suivants, dans une confusion où s'entremêlent les mêmes attaques, l'armée tentant parfois de s'interposer entre les pro et anti-Moubarak, le nombre des victimes s'accroît (plus de 300 morts), mais les protestations s'étendent et se renforcent, des grèves commencent à éclater. Le 3 février, l'activité économique dans le delta est pratiquement stoppée (manque d'argent par la paralysie des banques et d'approvisionnement par la paralysie des transports), par contre , sur le canal de Suez, les navires continuent de circuler.Le 10 février, une nouvelle tentative d'un prétendu transfert de pouvoir au même clan Moubarak ne trompe personne et ne fait que renforcer l'opposition. Le vendredi 11 février, devant plusieurs millions de manifestants, Moubarak s'en va en confiant à un conseil militaire suprême la gestion du pays jusqu'à une réforme constitutionnelle et de nouvelles élections. Les manifestations cessent et la place Tahrir évacuée est nettoyée. Le général qui dirige ce conseil et le syndicat officiel invitent les travailleurs à reprendre le travail pour que l'activité économique continue (l'armée, outre sa force, est aussi propriétaire de tout un ensemble d'industries nationales). Les grèves n'en continuent pas moins de plus belle le 17 février : à Mahallah (textile, 10 000 travailleurs), Damiette (textile, 6 000 travailleurs), Port-Saïd (1 000 ouvriers d'une usine chimique dont la fermeture est exigée à cause de la pollution), Ismaïlia (les employés du gouvernement provincial en grève pour les salaires). L'armée disperse 200 métallos qui manifestent au Caire devant le siège social de l'entreprise pour les salaires et de meilleures conditions de travail. Pour camoufler que les employés des banques sont en grève pour les salaires, le conseil militaire décide de la fermeture des locaux jusqu'au lundi suivant, un *lockout* déguisé ; manifestation au Caire devant le siège du syndicat Etuf requérant la démission des dirigeants. Officiellement, on dénombre 365 morts et 5 500 blessés mais il y aurait des centaines de disparus et des autres centaines de prisonniers politiques croupiraient encore dans les geôles de l'État.

Le vendredi 18, la journée de commémoration de la « révolution du Nil » rassemble près de 2 millions de manifestants sur la place Tahrir au Caire et près d'un million à Alexandrie. Les USA débloquent 150 millions de dollars pour « aider » le gouvernement à surmonter la crise sociale et dépêche deux envoyés spéciaux pour le « conseiller ». Peu à peu l'activité économique reprend notamment dans l'usine textile de Mahallah après une augmentation de salaire et un changement de direction.. Le 26 février, plusieurs centaines de révoltés déçus par le cours politique tentent de reprendre l'occupation de la place Tahrir pour que le clan Mubarak soit réellement éliminé du pouvoir : la police les en chasse après 6 heures d'affrontement (des douzaines d'arrestations) Dans le reste du pays les incidents, affrontements, grèves émeutes locales persistent et il est difficile d'en faire le recensement.

IRAK

– 18 février 2011 – Dans tout le pays, manifestations et émeutes contre les autorités centrales et locales pour dénoncer la situation matérielle et politique : au Kurdistan (à Kirkuk et Sulaimaniyah, réprimées par le gouvernement kurde semi-autonome, 9 tués, 47 blessés), à Bassora, à Fallouja, à Kout le 16 février, 2 000 personnes manifestent contre le chômage et pour l'approvisionnement en électricité. Le siège du gouvernement provincial est incendié et la ville en état de siège est coupée de l'extérieur pour empêcher que des renforts ne viennent des environs (3 tués, 50 blessés)... Le 25 février 5 000 manifestent à Bagdad répondant à une appel pour une « révolution de la colère irakienne » prônant la démocratie ; ils tentent d'approcher les bâtiments gouvernementaux et l'ambassade des USA : 15 morts et de nombreuses arrestations. Le premier ministre annonce qu'il ne se représentera pas en …2014 et annonce l'organisation anticipée d'élections régionales

BAHREÏN

Le conflit « pour la démocratie » se polarise sur la discrimination dont sont victimes les chiites bien que majoritaires (60% de la population) au profit de la minorité sunnite qui détient tous les pouvoirs

16 février 2011 – Trois jours de manifestations à Manama la capitale regroupant jusqu'à 10 000 participants.

17 février 2011 – Les quelques centaines de manifestants qui campent sur la place centrale de Manama sont attaqués de nuit par les blindés et la police qui tirent à la mitrailleuse, d'autres sont sévèrement battus : 6 morts, des centaines de blessés et 60 disparus. . Le 19 février, l'armée se retire laissant le champ libre aux manifestants qui par milliers occupent de nouveau la place. Un replâtrage gouvernemental ne semble guère les satisfaire. Le 22 février, près de 100 000 manifestants se retrouvent sur la place.

YÉMEN

17 février 2011 – 7e jour de manifestations, émeutes, répression dans différentes villes du pays. Aden (1 mort, des dizaines de blessés), Sanaa, la capitale (40 blessés). À Mansoura, des bâtiments administratifs sont envahis et l'immeuble central de la police est assiégé pour faire libérer les détenus. Les étudiants qui manifestent à Sanaa sont attaqués par des progouvernementaux. Les affrontements à Aden font un mort et des blessés

LIBYE

Des émeutes dans différentes villes du pays notamment à Benghazi (des tués et des blessés) et à Beyda. Le 17 février, des régions de l'Est seraient entrées en dissidence avec la révolte des tribus (41 morts officiels). Une « journée de la colère » rassemble des milliers de personnes à Benghazi où l'immeuble de la radio locale est incendié (25 tués). Deux policiers sont pendus à

Al Baïda. Des prisonniers sont tués alors qu'ils tentent de s'évader près de Tripoli. Le 19 février, la répression aurait fait plus de 80 morts. Le 25 février , tout l'est du pays, y compris les principaux champs pétrolifères son « libérés » après de violents combats (impossible de chiffrer le nombre des victimes). Des troupes improvisées marchent sur Tripoli alors que la dissidence gagne la région au sud de la ville ; mais dans la ville même, les troupes de mercenaires du régime sèment la terreur et une grande confusion règne. Des défections tant dans l'armée que dans les représentants du régime ;des milliers de travailleurs étrangers (principalement Egyptiens) fuitent vers la Tunisie ; le trust pétrolier italien ENI, principal exploitant ferme les robinets du pétrole et du gaz. Des pressions internationales assorties de menaces d'intervention militaire veulent préserver le pactole pétrolier.

MAROC

Manifestations de solidarité avec la révolte égyptienne le 3 février à Rabat, Fez, Tanger (pillages dans cette ville). Quelque centaines de participants face à une mobilisation de l'appareil policier. Des troupes sont rappelées des bases du Sahara vers les villes. 40 enseignants tentent de s'immoler par le feu pour protester contre leur licenciement en 2008. Le roi fait un voyage express et secret à Paris pour un entretien avec Sarkozy sur la sécurité. Sur Internet, un « mouvement du 20 février » regroupant près de 10 000 participants appelle à manifester ce jour-là mais cet appel est relativement peu suivi

JORDANIE

Face à des manifestations d'opposants politiques et à une agitation tribale des Bédouins, le roi a procédé à un changement de gouvernement mais cela n'a nullement fait tomber la tension. Le 18 février, la manifestation pacifique à Aman est attaquée par la police : 8 blessés. Le 25 février 10 000 manifestent de nouveau à Aman demandant la dissolution du Parlement

KOWEÏT

18/02/2011 – Un millier d'apatrides arabes, les « bidouns » (près de 100 000 sous-citoyens sans aucun droit), manifestent pour être naturalisés à Jahra ; dispersés par la police, 5 blessés.

DJIBOUTI

18/02/2011 – Plusieurs milliers de manifestants demandent la fin du régime présidentiel.. Deux tués, un flic et un manifestant

ARABIE SAOUDITE

18/02/2011 – Grève des immigrés travaillant dans le bâtiment pour les salaires et le paiement des heures supplémentaires.. Des centaines d'opposants ont signé un appel sur Facebook pour un « jour de colère » le 11 mars. Le 23 février, pour avertir des troubles le roi annonce une hausse des salaires des fonctionnaires de 15%, une reconversion des dettes, une aide aux étudiants et aux chômeurs envisageant même un système de sécurité sociale.

xxxxxxxxxxx

La liste s'allonge chaque jour, enrichie à la fois par de nouveaux développements et de nouveaux pays. Parmi ceux-ci, l'Iran, la Syrie, Oman, le Qatar, la Mauritanie et même certains y incluent la Chine. Il est certain, comme nous le soulignons dans l'introduction à cet article que la généralisation des effets de la crise économique et la conjonction de protestations d'ordre économique d'abord, politiques ensuite et des possibilités données par les techniques modernes de communication permettant de dépasser rapidement les localisations tendent à promouvoir une sorte d'internationalisation des résistances là où la domination capitaliste est la plus brutale. Ce n'est pas une question de modèle à copier, mais que l'ensemble des exploités se rend compte que tous unis ils peuvent renverser les pouvoirs apparemment les plus solidement ancrés.

LES AUTES FORMES D'IRRUPTION DE LA VIOLENCE DE CLASSE DANS LE MONDE

Les recours ultimes quand on n'a pas d'autres ressources

Inde – 31/12/2010 – Tirupur dans l'Etat de Tamil Nadu (extrême sud de l'Inde) est un des lieux d'implantation de tous les produits de l'industrie textile. 8 000 usines de tissage y sont installées dont 3 000 chez des sous-traitants spécialisés dans une seule opération et qui n'emploient qu'une poignée de travailleurs. Les firmes maîtresses ont rationalisé le travail de telle façon qu'un très petit nombre de travailleurs sans formation peuvent être interchangeables et surexploités en raison de l'énorme réservoir de main-d'œuvre de cette région agricole. Le travail se fait en équipe de 12 à 16 heures, les salaires oscillent entre 2,35$ à 4$ par jour. Avec en outre des problèmes de logement, 70% doivent vivre avec 2 $ par jour. Au cours des deux années écoulées près de 1 000 adultes entre 20 et 40 ans se sont suicidés pour ne plus vivre du surtravail dans la précarité, l'endettement et le harassement des patrons et des usuriers

Corée du Sud – 1/12/2010 – Des travailleurs précaires de Daewoo GM sont toujours en lutte pour faire appliquer une loi qui, dans certaines conditions, doit les faire bénéficier d'un CDI. L'un d'eux à l'usine de Bapyeong s'est installé en haut d'une arche à 10 m du sol pour obtenir cette régularisation. Il en a été délogé par les flics.

L'occupation des espaces publics, des usines et de tous bâtiments

Bangladesh – 8/1/2011 – 1700 travailleurs d'une usine de confection à Ashulia en grève pour les salaires, sont lockoutés ; ils bloquent les voies environnantes ; la police attaque, des blessés ; accord pour une légère augmentation.

23/1/2011 – 400 travailleurs (167 à plein temps et 240 temporaires (certains depuis 20 années) occupent l'entreprise de produits chimiques Advanced Chemical Industries à Siddhigenj près de Dhaka et en sont expulsés par les flics : 1 tué, 100 blessés.

31/1/2011 – 20 000 paysans armés de bâtons, de fourches et de machettes manifestent contre la construction d'un nouvel aéroport dans la banlieue de Dhaka , bloquent les accès routiers, incendient un commissariat et attaquent les policiers protégeant le site ;- 50 blessés. I flic tué, des arrestations.

7/2/2011 – nouvelle journée de grève générale politique (Hartal) lancée par le parti d'opposition BNP avec comme but la baisse des prix : 8 bus incendiés.

Au même moment une grève des dockers paralyse le principal port de Chittagong alors que 600 flics y sont déployés.

Chili – 20/11/2011 6 Le gouvernement ayant annoncé une augmentation du prix des carburants de 17% des émeutes ont éclaté dans l'extrême sud de la Patagonie, dans la région de Punta Arenas (où le carburant jour un rôle essentiel pour les déplacements et le chauffage) paralysant tout trafic (blocage routier, portuaire et aérien). La riposte policière fait 2 tués et 200 arrestations. Après sept jours de telles protestations, tout est levé à l'annonce d'une aide financière pour 18 000 familles à faible revenu. L'état d'urgence avait été déclaré en référence à une loi de Pinochet avec envoie de militaires et le triplement de toutes les pénalités encourues pour troubles à l'ordre public.

Chine - 10/1/2011 – débrayage de 100 chauffeurs de bus de la ville qui bloquent le dépôt de Shenzhen pour les salaires. La police

disperse, des blessés.
-25/1/2011-Wuzhou – Le promoteur ayant levé le pied avec le fric 100 ouvriers du bâtiment manifestent pour le paiement de leurs salaires : ils sont rejoints par plus de 100 travailleurs mais sont bloqués violemment par les flics : 20 blessés.
Canada – 31/1/2011 – 10 000 travailleurs manifestent à Hamilton (Ontario) en solidarité avec 900 travailleurs de l'aciérie d'US Steel lockoutés depuis 11 semaines après avoir refusé un nouveau contrat comportant notamment une réforme du système de pension(depuis la reprise de l'usine Stelco par US Steel en 2007, 2 200 travailleurs d'alors ont été licenciés)
Mexique -28/12/2010 – 600 employés municipaux et 182 temporaires licenciés récemment, occupent l'hôtel de ville de Tampico et les rues avoisinantes y déversant des monceaux d'ordures, pour le paiement d'une prime de fin d'année équivalente à 50 jours de salaires.
Bolivie – 30/12/2010 – Un décret du 26 décembre avait imposé une augmentation de 80% du prix des carburants (jusqu'alors lourdement subventionnés ce qui entraînait une énorme contrebande avec les pays voisins) , augmentation seulement compensée par une augmentation de 20% du salaire des fonctionnaires et autre aides économiques. Cela n'a pas empêché une explosion de colère surtout chez ceux qui avaient acclamé l'élection de Moralès à la présidence. La grève générale du 30 décembre se transforme en émeute et en une révolte sociale de grande ampleur. Moralès annule son décret le 31 décembre, mais le problème subsiste avec des tentatives de rétablir ces augmetnations progressivement.

La grève et rien d'autre

Inde -20/1/2011 – Dans l'Etat de Gujarrat (nord ouest près de la frontière pakistanaise) autour de Surat City , 700 000 migrants sont exploités dans le tissage sortant 30 millions de m de tissu chaque jour sur 450 000 métiers et sont payés à la tâche, au mètre de tissu fabriqué en un jour. Après 5 jours de grève (de nombreux blessés et 80 arrestations), le syndicat leur ordonne de reprendre le travail après un accord qui a concédé 0,2$ d'augmentation par mètre de tissu fabriqué. Mais beaucoup refusent de reprendre le travail. Par crainte de représailles, beaucoup de ces migrants préfèrent retourner dans leurs campagnes par crainte de représailles, de sévices physiques qui peuvent aller jusqu'à la mort. Les usines sont fermées depuis 15 jours et les centres textiles proches sont également en grève
Inde – 12/2/2011 – En grève pour les salaires et les conditions de travail depuis le 28/12/2010 dans l'Etat de Madhya Pradesh (centre de l'Inde) les 3 500 infirmières des hôpitaux publics se voient appliquer une loi du temps de l'empire britannique sur l'état d'urgence qui permet l'arrestation de 200 d'entre elles et la suspension de 14 autres
Le 12/2/2011- Dans l' Etat de Manipur (extrême Nord ouest) 120 enseignants sur 600 d'un lycée en grève (certains de la faim) pour les salaires et conditions de travail sont arrêtés.
Vietnam – série de grèves à l'approche de la fête du Tet pour des primes et des vacances supplémentaires
25/1/2011 – 600 travailleurs de l'usine coréenne de confection Ba Sao Garment Company à Da Nang (région centre) en grève pour le paiement des salaires et de la prime pour la fête du Tet. Aussi pourla qualité des repas et les garanties sociales
-23-24/12/2010 – même revendications de l'usine électronique taïwanaise Neo-Neon à Thai Binh City , 1000 travailleurs en grève. 23 000 travailleurs de deux usines sud coréennes de confection et chaussures de la province de Dong Nai aussi en grève pour les salaires
-11/1/2011 – 1 700 travailleurs de la conserverie thaïlandaise dans la ^province du sud de Long An obtiennent une majoration de primes après une journée de grève

Dirigeants séquestrés , injuriés, malmenés, exécutés

Chine – 13/1/2011 – Wuhan -L'usine de confection qui les exploite devant être privatisée après avoir été mise en faillite pour détournement de fonds, les 1 500 travailleurs séquestrent un dirigeant venu négocier leur indemnisation pour licenciement. 200 flics interviennent. La rumeur que l'un des occupants était mort déclenche une émeute avec le blocage de l'entrée de l'usine et des routes avoisinantes . Ils sont de nouveau attaqués mais tentent de continuer l'occupation du site.

LA REPRESSION SOUS TOUTES SES FORMES

(outre ce qui est dit dans les pages voisines)
Espagne – janvier 2011 – Contrôleurs aériens (voir précédent bulletin). Contraints de travailleur avec pratiquement un canon de fusil militaire dans le dos, les contrôleurs n'ont pu faire autrement, à défaut d'autres solidarités et face à une campagne de dénigrement sur leurs « privilèges », que continuer leur travail (un certain nombre ont pourtant fait l'objet de poursuites). Le 16 janvier après 43 jours, l'état d'urgence les concernant (pris en vertu d'une loi franquiste) a été levé et 85% des contrôleurs ont accepté un arbitrage destiné à définir leur statut futur. Parallèlement, pour aussi pour le futur des luttes, le gouvernement a mis 100 officiers de l'armée en formation de contrôleurs aériens. Au même moment un jugement a déclaré illégale une grève sauvage du métro en juin 2010 impliquant un refus du service minimum , ce qui autorise l'employeur à sanctionner au moins les « meneurs ». Le syndicats des contrôleurs aériens, qui avait désavoué la grève sauvage a félicité le gouvernement et les militaires pour leur « traitement » de la grève.

MADE IN USA

(voir précédents bulletins, notamment l'apparition de résistances au chômage et aux restrictions de tous ordres tant dans le soutien aux chômeurs, expulsés des logements, etc, les conditions d'exploitation et l'ensemble des services sociaux dispensés par le gouvernement fédéral et ceux des Etats)
16/1/2011 – Californie – la survie – Ces derniers mois les flics du comté de Tulare spécialisés dans les vols de récoltes et de matériel agricole entreposé dans les champs qui se sont multipliés dans les quatre années écoulées ont récupéré récemment plus de 10 tonnes de produits divers (noix, avocats) trois vaches, un cheval, un chariot élévateur, deux tracteurs et un tas d'autre matériel hétéroclite : tout ce qui peut être monnayé ou consommé est ainsi récupéré.
18/1/2011 – Les ravages de l'austérité. Entre 1960 et 1990, 80% des lits des hôpitaux psychiatriques ont été supprimés. A cause de la crise, en moins d'un an le nombre des admissions aux urgences psy a augmenté de 123%. La campagne des ultras des Tea Party et l'existence de groupes armés de « citoyens » qui se sentent la vocation de « protéger » la constitution fait que les plus fragiles et les plus impatients passent à l'acte personnel. L'un d'eux, pourtant surveillé étroitement depuis septembre 2010 déboule dans une réunion politique à Tucson (Arizona) et tire dans le tas : six morts et parmi les blessés graves, la députée démocrate du coin. Un cas parmi d'autres
18/1/2011 – Detroit – Les trois grands de l'automobile célèbrent leur renaissance alors que la ville a perdu depuis 1950 la moitié de sa population, a supprimé dans les écoles la moitié des classes dont l'effectif moyen est passé de 35 à 62 élèves et que le taux de chômage atteint 50%. Ceux qui visitent la ville aujourd'hui peuvent penser qu'elle a connu récemment un tremblement de terre. Le président

de l'UAW, le syndicat de l'automobile, Bob King a pu déclarer en cette occasion : « Nous sommes très heureux avec GM, Ford et Chrysler. On fait els meilleures voitures du monde, nous avons les ouvriers les plus productifs.. C'est une période facte d'en faire partie. Dans le passé, les dirigeants craignaient que nous soyons trop revendicatifs, trop inflexibles. Maintenant, nous sommes dans une économie globale et avec l'UAW du 21ième siècle, nous sommes totalement investis dans le succès des compagnies pour lesquelles nous travaillons ». Depuis les années 1990, GM a doublé sa productivité et réduit le coût du travail dans une bagnole à 6% contre 30% il y a quelques années.

Délocalisation aux USA – Un travailleur de l'automobile coûte en moyenne 46$ de l'heure en Allemagne et aujourd'hui seulement 26$ aux USA ; Le constructeur allemand BMW construit une usien en Caroline du Sud pour bénéficier non seulement de ces conditions d'exploitation de la force de travail mais aussi du marché intérieur ' à l'exemple des compagnies japonaises et également jouer sur les taux des monnaies. De plus en plus les usines échappent aux contraintes syndicales éventuelles et la plus grande partie des travailleurs travaillent maintenant chez des sous-traitants à des taux de 12 à 15$ de l'heure (10 à 12 euros). Daimler prend la suite de BMW en s'installant en Alabama, les Etats du sud étant particulièrement propices à cette exploitation sans risques .

LE REVEIL DU WISCONSIN

Comme dans la plupart des Etats des Etats-Unis, étranglés par la crise, le Wisconsin, un Etat agricole à l'Ouest des Grands Lacs, devait pratiquer des coupes drastiques dans l'ensemble des services depuis les flics et les prisons jusqu'à l'aide sociale en passant par l'enseignement et l'entretien du réseau routier. ; Dans beaucoup d'Etats ces mesures n'ont provoqué jusqu'ici que des réactions limitées, notamment chez les étudiants et les enseignants. Mais dans cet Etat, le gouverneur républicain a cru devoir aller plus loin en légiférant sur l'ensemble des relations sociales. C'est ainsi qu'outre les mesures touchant directement les salaires (doublement des contributions maladie et retraite pour tous les salariés de l'Etat qui signifient une diminution des salaires entre 8 à 20%) , les conditions de travail (journées chômées obligatoires sans salaire) et les fermetures de centres sociaux et d'écoles, ledit gouverneur a cru devoir modifier les conditions du dialogue social pour se donner les pleins pouvoirs de modifier unilatéralement tout ce qui concerne les salariés de l'Etat : le droit divin du patron en quelque sorte. ; Parmi ces mesure, interdiction de toute grève qui devient illégale donc donnant au gouverneur le droit de licencier tout travailleur « participant à une action organisée pour arrêter ou ralentir le travail », tout travailleur qui « serait absent plus de trois jours sans autorisation ». Le syndicat est désormais exclu de toute décision concernant les questions de retraite, d'avantages sociaux. Cette règle s'appliquera à tous les salariés de l'Etat à l'exception de la police et de la grade nationale.

Ces mesures soulèvent une vague de résistance. Le lundi 14 février un premier rassemblement dans la capitale de l'Etat Madison rassemble plusieurs centaines de manifestants. Les enseignant de 50 écoles se sont fait porter malades en masse pour participer à ces protestations. Le lendemain , mardi 15 ils sont 13 000 : aux enseignants se joignent les autres employés de l'Etat, les ouvriers, les étudiants. Qui jurent de revenir chaque jour tant que les mesures ne sont pas rapportées. Le mercredi, ils sont 15 000 le jeudi 25 000 et le vendredi 30 000 qui jurent de revenir après le week end. Pratiquement tout l'Etat se trouve mobilisé.

L'image de l'Egypte est présente et l'installation devant le siège du parlement dans la capitale devient quasi permanente , y compris avec les références au départ des dirigeants. Le président de la fédération syndicale AFL-CIO déclare que le syndicat « reconnaît et accepte les raisons économiques de toutes ces mesures » le gouverneur , quant à lui, envisage la déclaration de l'Etat d'urgence et éventuellement de mobiliser la garde nationale pour réprimer. Les représentants démocrates de l'Etat, pour ne pas avoir à s'opposer directement au vote de ces mesures par le Sénat local (qui doivent être approuvées par les deux tiers des membres) se sont planqués dans les Etats voisins pour échapper aux flics lancés à leur trousses pour les contraindre à leur présence dans les débats.

La crainte du gouvernement fédéral, c'est que ce qui se passe dans cet Etat fasse tache d'huile , ce qui commence à se produire à la fin de la semaine la 19 février. Des étudiants manifestent à New York aux cris de « New york en Egypte ». D'autre manifestation s'esquissent dans la capitale l'Ohio, Columbus, dans l'Indiana où 600 métallos manifestent à Indianapolis(voir précédents bulletins), à Detroit

IMMIGRATION

Italie – 11/1/2011 – Ni expulsables , ni régularisables à cause d'un imbroglio juridique dû à la situation présente de leur pays d'origine, une centaine d'immigrés somaliens occupent l'ex ambassade de Somalie à Rome

LES ROMS

Sont « plus pauvres que les autres groupes sociaux, plus susceptibles de connaître la pauvreté et moins susceptibles de s'en sortir (rapport de la Banque Mondiale, 2003)

En SLOVAQUIE, « Les enfants roms demeurent pris au piège d'un système scolaire qui manque à ses obligations envers eux à cause d'une discrimination généralisée ; il les condamne à vivre dans la pauvreté et la marginalisation » (rapport d'Amnesty International)

En ROUMANIE « ..à travers tout le pays des familles roms sont expulsées de chez elles contre leur gré. Elles ne perdent pas seulement leur maison. Elles perdent leurs biens, leurs contacts sociaux, leur accès au travail et aux services de l'Etat. (Cela).. propage la ségrégation sociale » (rapport d'Amnesty International)

En France, expulsion d'un camp rom à Villeneuve-le-Roi (banlieue sud-est de Paris).. » ils ont commencé à donner des coups de pied, de barre métallique dans tous les abris alors que nous nous efforcions de rassembler nos affaires…Nous avons dormi une nuit dans la rue avec nos matelas à même le sol après notre expulsion par la police.. »

Grèce - 8/1/2011 – A l'imitation des USA , le gouvernement (social démocrate) annonce qu'il va construire une barrière de 3m de haut sur une partie de la frontière turque pour interdire le passage des immigrants. Une autre partie de cette frontière est un fleuve l'Evros dans lequel de nombreux migrants se sont noyés ; d'autres ont sauté sur des mines, cadeaux de la première guerre mondiale ou du conflit plus récent à propos de Chypre

Argentine – 5/1/2011 6 Esclavage – Un raid policier sur une ferme de la compagnie Southern Sud révèle que maints ouvriers agricoles sont exploités dans des conditions proches de l'esclavage. Dans un des plus grands élevages de poulets pour viande et œufs, on a trouvé un véritable trafic d'êtres humains. Ces migrants vivaient dans un véritable camp de concentration et un enfant de sept ans atteint d'une tumeur au cerveau causée par la manipulation de pesticides travaillait dans la ferme depuis l'âge de 4 ans. Dans une autre ferme à San Nicola, 170 ouvriers agricoles y compris des enfants vivaient aussi dans un camp dans une totale illégalité .

Les oubliés de la lutte de classe

Les nettoyeuses de Jussieu

De tout temps, une bonne partie de ces « obscurs » furent les nettoyeuses (on utilise le féminin car ce sont essentiellement des femmes), celles qui nettoient la merde laissée par tous les autres, celles que l'on baptise pompeusement « techniciens de surface » sans que cela leur vaille plus de considération et d'avantages matériels. Elles sont vraiment le bas de l'échelle de toute cette hydre hiérarchique que constituent tous les occupants et occupés du campus. C'est cette situation qui, pour une bonne part explique ce qui suit car leur fonction et par suite leur situation, autrement dit leur vie, est

enserrée dans le filet d'un dédale juridique où l'on retrouve le statut de la fonction publique, les privatisations avouées ou larvées et des postes de travail bâtards sui generis qu'autorise plus ou moins légalement la prétendue autonomie de cet ensemble universitaire. Il n'y a guère qu'elles mêmes, et pour cause, qui se soucient de leur position dans cette mélasse, car cette société fermée qu'est un campus est particulièrement élitiste et qu'elles n'appartiennent pas à la « catégorie du savoir »

Actuellement , tous statuts confondus il n'est pas possible de chiffrer exactement leur effectif car il recouvre une multiplicité non seulement d'appartenance à des entreprises privées mais aussi pour celles qui sont payées par l'université à des statuts divers, permanents ou précaires.

La plus grande partie des « privées » ressortent du trust Veolia ; ce qui suit ne les concerne pas car si elles doivent le plus souvent cavaler avec leur seau et leurs balais dans les dédale des couloirs d'un secteur à l'autre, elles n'ont aucun lien juridique avec l'université et bien peu de rapport avec leurs sœurs du nettoyage bien qu'oeuvrant sur le même lieu pour la même tache vraisemblablement avec plus de précarité (beaucoup sont des immigrants) et partant peu de solidarité. Nous n'en parlerons pas plus car ce qui va suivre concerne uniquement autres « nettoyeuses » car il y a ces autres dépendant elles d'une manière ou d'une autre de l'Université, aujourd'hui uniquement ParisVI

Un rappel historique est nécessaire pour expliquer leur présence sur le campus. Avant le début des années 70, tout le service de nettoyage comme d'autres tâches accessoires non enseignantes, étaient dévolus à différentes boîtes du privé, plus ou moins des négriers. Au début des années 70 des mouvements de lutte très durs (on parle de coups de couteaux et même d'armes à feu) amenèrent la reprise de tout ce secteur directement par l'université, déjà avec des statuts bâtards, ni fonctionnaires, ni franchement sous statut privé. Peu à peu et en relations avec les tendances générales du système vers les privatisations et la précarisation, le balancier repartit dans l'autre sens : toute une partie du nettoyage fut privatisé mais il subsiste actuellement les séquelles de la situation précédente que l'Université – dans ses habits neufs de l'autonomie – entend liquider pour revenir au statu quo ante. En termes clairs, bien que cela n'ait jamais été dit ni écrit, étant donné les problèmes financiers de cette unité administrative autonome, les réductions d'effectifs et les privatisations de services sont un des moyens, qu'ils pensaient facile, de réduire un déficit sur le dos des plus vulnérables et, pensaient-ils, peu capables de se défendre.

Elles (on emploiera le féminin bien qu'il y ait quatre hommes parmi elles avec des affectations particulières) sont 45 à devoir de défendre en cette année 2010. Elles ont un statut hétéroclite, mais toutes avec un employeur unique, l'université et avec le même travail (sauf les quatre hommes affectés au tri et à la collecte des détritus) : vider les poubelles de partout et nettoyer les espaces communs (couloirs,bibliothèque,escaliers et la tour des administratifs), les unités de recherche et enseignements ayant leurs propres sections de nettoyage assuré par le privé. Elles sont réparties en deux équipes soir et matin, deux d'entre elles, deux des plus anciennes sont « chef d'équipe » responsables mais sans guère d'avantages et trois d'entre elles sont des « volantes » pour les remplacements. Les unes sont en CDI non fonctionnaires mais sous statut de la fonction publique, d'autres sont fonctionnaires à part entière, et d'autres sont en CDD de durée variable. Aucune d'elle n'est syndiquée.

Le bruit court que 23 d'entre elles, toutes en CDD doivent être virées collectivement, ce qui est faisable car lors des renouvellement les CDD l'ont été avec des durées inégales pour faire coïncider les départs. Ce qui accrédite des bruits de couloir, c'est qu'une telle manœuvre a déjà été utilisée pour les travailleurs de la cantine que l'on voulait « privatiser » et qu'une résistance soutenue par tous les syndicats a réussi à faire rattacher au CROUS(qui a un statut juridique distinct d'établissement public gérant les œuvres sociales universitaires). Il est évident que l'ensemble procède d'une politique délibérée d'éliminer de la gestion directe par Paris VI de tout ce qui n'est pas le « cœur du métier » c'est-à-dire enseignement et recherche

Les choses se précisent lorsque sept nettoyeuses reçoivent une lettre leur annonçant que leur CDD ne sera pas renouvelé. Epaulée par les représentants de tous les syndicats d'autres catégories d'employés de Paris VI, une des « chefs d'équipe » obtient un rendez-vous avec le président deux jours plus tard (alors qu'une possibilité de joindre ce dossier lors d'une entrevue déjà programmée pour la CFDT pour le jour même a été refusée). L'entrevue se déroule en présence de trois de la direction, le président entouré du DRH et du secrétaire général adjoint : refus de changer quoi que ce soit. .Il y est même sit que « le président se fout du ménage ». Le compte rendu négatif est fait devant toutes les nettoyeuses du soir qui décident immédiatement de se mettre en grève ; elles préviennent l'équipe du matin qui se met également en grève ; la grève touche les 45 toutes catégories confondues. Aidée de l'intersyndicale, toute une organisation se met en place pour populariser la grève et tenter d'obtenir des solidarités : pétition (qui recueillera 5 000 signatures sur le campus) affiches, banderoles , tracts. Pas une des nettoyeuses ne manque à l'appel.

Un incident témoigne de la tension. Comme le président a engagé Veolia pour évacuer les bennes où les ordures s'accumulent un piquet de grève s'oppose à leur enlèvement. Des vigiles sont mobilisés pour tenter de passer outre. ; un de leurs chef prend des photos du piquet. Le président se pointe , déclare le piquet illégal et menace les participants de licenciement immédiat. Un délégué CGT appelle les flics qui se pointent et après explications ne jugent pas bon d'intervenir et évacuent.

Tous les deux jours des rendez-vous avec la direction donne progressivement quelques concessions dans l'espoir que cela mettra fin à la grève. Ils noient souvent le poisson en évoquant des problèmes comme les surfaces à nettoyer, etc, des questions pratiques dont ils ne connaissent manifestement rien Peine perdue car après 8 jours de grève, une dernière entrevue convoquée impromptu le soir(avec un seul syndicat, la CGT, manoeuvre de division ?) présente le bilan de 17 « récupérées » et 6 licenciées comme le terme définitif des débats

Lors du compte rendu devant l'assemblée des nettoyeuses, la fatigue et le sentiment d'impuissance entraînent un certain flottement. Le délégué CGT conseille d'accepter en arguant « qu'il y aura d'autres moyens de lutte » et ses interventions sont de plus en plus appuyées. Certaines le suivent et sont partisan d'arrêter. Après pas mal de discussion ,des entrées et des sorties, les nettoyeuses laissées seules pour décider votent finalement la poursuite de la grève. Tous les syndicats signent quand même un dernier tract et le président de l'université annonce deux jours après dans un communiqué que tous les CDD seront renouvelés. La grève en est à son 10^{ième} jour et c'est la reprise

Le but de la grève est atteint mais chacun est persuadé que ce n'est qu'une mesure provisoire : tous les contrats renouvelés le sont toujours avec le même terme commun et dans quelques mois le même problème se reposera. Il n'y a pas vraiment de position commune pour la récupération des jours de grève qui resteront finalement sous des formes diverses à la charge des nettoyeuses.

Il peut paraître mineur de consacrer un article à une grève d'une semaine d'une quarantaine de précaires parmi les précaires pour un résultat certain mais peut être bien éphémère. En fait, pour celui qui a pu vivre des luttes, il n'y a pas de « petites lutes » pas plus qu'il n'y a pas de « victoires » et chaque lutte porte une leçon , d'abord pour tous ceux qui y ont participé.. Au-delà de ce l'on peut y voir de ce que l'on peut reconnaître des attitudes syndicales, au-delà de ce que l'on pouvait savoir que les patrons d'université, tout gradés parmi les élites intellectuelles qu'ils soient se comportent dans les rapports de classe comme de vulgaires et quelconques patrons d'entreprise, la leçon, ce sont les nettoyeuses, ces précaires parmi les précaires qui la donnent : le dépassement des craintes légitimes liées à la précarité et la force de leur unité a fait céder les déterminations patronales les plus affirmées. Puissent dans leur luttes futures qui seront inévitablement leur de nouveau affirmer leur courage et leur unité.

les postiers marseillais

> > Les facteurs du IIe arrondissement de Marseille ont annoncé mardi qu'ils reprenaient le travail après une grève de 138 jours suivie par la totalité du personnel du centre de distribution du courrier."C'est une victoire, nous reprenons le travail au terme d'un conflit exceptionnellement long. Nous avons fait échouer la direction de la Poste dans sa volonté d'imposer l'intérim", a déclaré Alain Croce, délégué CGT du centre de distribution. "Il n'y aura plus d'intérimaire dans le service à compter du 31 mars et nous avons obtenu quatre postes supplémentaires", a-t-il ajouté. Les postiers marseillais avaient démarré leur mouvement de grève le 7 octobre dernier pour protester contre le remplace-

ment de deux facteurs en CDD par des intérimaires. La direction de la Poste avait mis en place un centre de distribution parallèle du courrier pour cet arrondissement marseillais durant toute la durée du conflit. Ils auront fait grève pendant 139 jours. Au départ, il s'agissait de protester contre l'embauche d'un intérimaire pour remplacer un huitième agent en congé de maladie. Depuis 47 points de revendications étaient discutés, dont les premiers étaient l'embauche de quatre personnes et l'appel à du personnel "postier" pour assurer les remplacements. Des postiers du centre de distribution du 2e arrondissement de Marseille ont repris le travail mardi, au terme de 139 jours d'une grève destinée à dénoncer le recours à l'intérim dans les services du courrier, a-t-on appris auprès de la CGT et de la direction. Les facteurs s'opposaient au recours à un intérimaire pour remplacer un titulaire absent, alors qu'une personne en CDD depuis sept mois n'avait pas été reconduite. Depuis le 7 octobre 2010, la grève était suivie par la totalité des 55 membres du personnel du centre de distribution, cadres compris, selon la CGT à l'initiative du mouvement. A l'issue d'un long bras de fer et de discussions entamées avec la direction le 14 janvier, les grévistes ont indiqué avoir obtenu satisfaction sur leur revendication."Le centre bénéficiera en 2011 du même niveau d'emploi qu'en 2010, alors que 243 suppressions de postes sont prévues pour le courrier dans les Bouches-du-Rhône", a expliqué à l'AFP Richard Garro, responsable CGT à la Poste. "Ce niveau d'emploi stable va nous permettre d'avoir un volant de remplacements constitué uniquement de fonctionnaires ou de CDI, sans recours à l'intérim", a-t-il ajouté. Confirmant l'accord intervenu mardi matin, la direction de la Poste a néanmoins déploré que "le conflit ait duré aussi longtemps". "La direction s'est retrouvée seule à la table des négociations pendant plus de deux mois, alors que des audiences étaient proposées quotidiennement et que ces négociations auraient pu se tenir dans le cadre du dialogue social", a déclaré un porte-parole.Une unité et une détermination extraordinaires des facteurs et cadres en lutte 139 jours durant, une section CGT locale organisée, une solidarité d'intérêt recherchée avec les populations, ses représentants, avec les postiers et les autres salariés, et c'est, au final, la politique de la direction de La Poste qui se trouve remise en cause. Celle-ci s'obstinait à ne pas négocier les revendications, elle a été contrainte de le faire. Celle-ci escomptait, à l'instar des autres services, supprimer plusieurs emplois à 02, mais le centre conserve l'intégralité de ses emplois 2010 sur 2011. Celle-ci souhaitait ne combler aucune vacance d'emploi en 2011, elles seront comblées.

La direction voulait imposer le recours massif à l'intérim pour couvrir les absences, elles seront couvertes par un Volant de Remplacement équivalent au quart de l'effectif et l'embauche si nécessaire de CDD longs. La direction a tenté, durant la grève, de négocier la mise en place de « Facteurs d'avenir », les collègues de 02 reprennent le travail sur leur organisation initiale, avec DHT à 32h00 et un samedi de repos sur 2. Des acquis auxquels il faut ajouter, outre le maintien dans l'établissement du service des colis, le recrutement, en CDI et par la voie de l'apprentissage, d'une jeune CDD du 2ème que la DOTC se refusait à employer à nouveau. Un recrutement qui intervient dans le cadre d'un plan BDR/2011 de titularisation en CDI de 50 CDD et intérimaires. Un plan, annoncé en janvier et conséquence directe du conflit et de la revendication de déprécarisation de l'emploi qu'il portait. La direction a tenté d'épuiser durablement les grévistes mais les conditions négociées de reprise et la solidarité financière limitent considérablement le préjudice financier.

En lutte pour le maintien d'un niveau d'emploi stable suffisant pour couvrir Positions de Travail et Volant de Remplacement, contre le recours massif à l'intérim, prélude à l'externalisation du remplacement, pour la préservation de la qualité du service public et des conditions de travail, les collègues du 2ème , dans un environnement social difficile et face à une direction qui, du national au local, espérait les briser, remportent, au terme d'un exceptionnel combat, une incontestable victoire. Elle en appelle d'autres. A 02, et partout ! Enfin, les facteurs et cadres de Marseille 02, qui ont repris le travail le 22/2, n'oublient pas et remercient chaleureusement les très nombreux postiers, les usagers, les structures syndicales, les associations et formations politiques, qui ont signifié leur soutien, participé à la solidarité financière, et donnent rendez-vous à tous pour les prochains combats communs. (Christophe Galéa, secrétaire section CGT 02, 22/02/2011)

Appel renouvelé (voir précédents bulletins)

Toujours des difficultés matérielles quant à l'impression.
Il serait bien aventureux de penser qu'une solution identique à ce dont nous avons bénéficié jusqu'à présent (l'impression gratuite) puisse être retrouvée dans l'immédiat. Mais on cherche quand même des bonnes volontés éventuelles ou tout au moins des solutions d'impression off set à bas coût.. Nous cherchons d'autres possibilité pour réduire les coûts et conserver éventuellement le tirage assuré jusqu'à présent
Nous n'avons jamais lancé d'appel mais, dans la présente situation, si les quelque 150 camarades qui reçoivent des envois groupés, de 5 à plus de 100 exemplaires pour diffusion pouvaient envoyer quelques euros (timbres, billet ou chèque) lors de la réception de chaque parution, toute cette question de phynance deviendrait supportable et nous permettrait de continuer.
Nous remercions ceux qui ont répondu à notre appel, parfois largement mais de petits ruisseaux renouvelés seraient plus une garantie de continuité, particulièrement pour le numéro précédent : Philippe, Lionel (CRAS)
Wavier (La Mouette enragée)
Christine, Sébastien,Alain , Michel et tous ceux que nous aurions oubliés.

Les luttes se multipliant dans le monde à la fois dans les pays industrialisés que dans les pays pauvres, avec bien sûr des caractères différents, il est impossible de les citer toutes dans ces quelques pages et ce qui est mentionné dans ce bulletin n'est qu'un aperçu quelque peu arbitraire de situations diverses.
Ceux que ce bulletin intéresse peuvent y participer

- d'abord en faisant parvenir des informations sur les luttes dont ils auraient connaissance si possible en en résumant brièvement les caractères essentiels
- En donnant leur avis sur la forme, le contenu et sur une participation pratique éventuelle à la confection de ce bulletin

Toute correspondance à l'adresse figurant en tête ou par mail à: echanges.mouvement@laposte.net

Pour le respect des obligations légales
Le responsable de publication—H. Simon